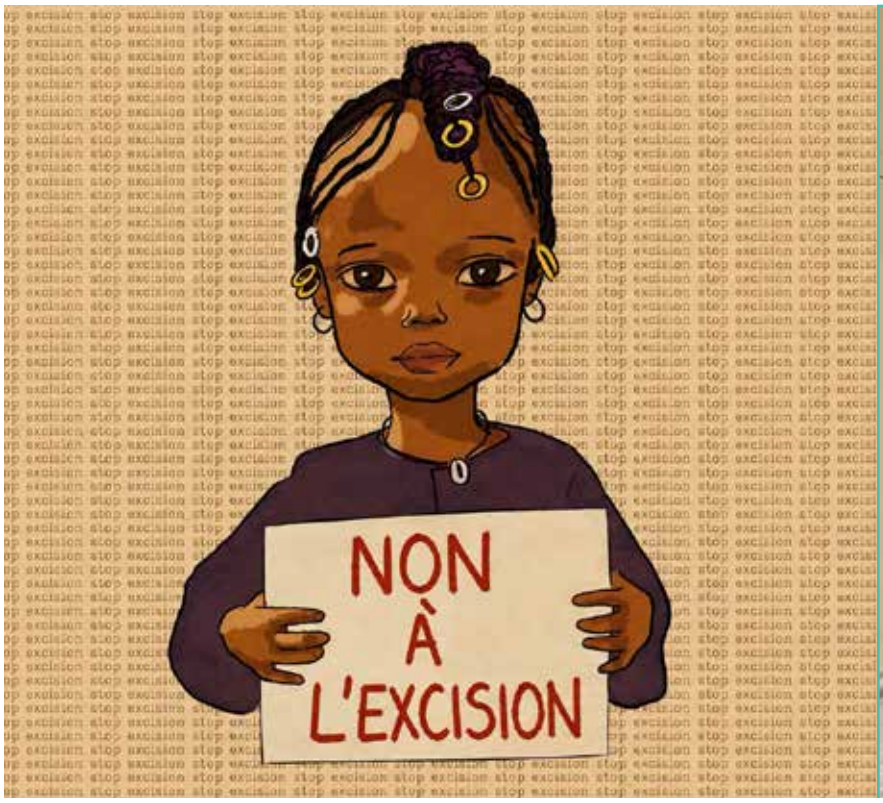
Mali–Russie–Libye : Une importante contrepartie évoquée dans la libération de deux soldats russes

MALI
2002
L'information est l'oxygène des temps modernes LUNDI 24 Août 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION





Excision : Le silence mutile aussi

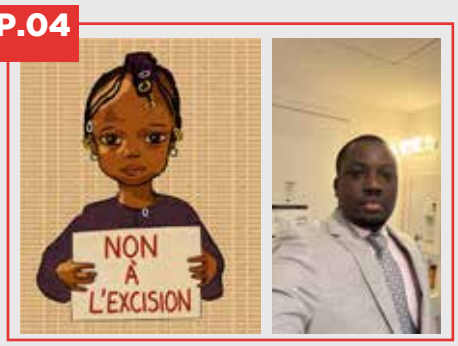


Mali : Le Gouvernement lance l'élaboration de son Plan d'action 2027-2031



Migration : 162 Maliens rentrent volontairement d'Algérie avec l'appui de l'OIM

Sommaire







UNE / Excision : Le silence mutile aussi — P 04

BRÈVES /
- États-Unis : L e FBI veut maintenir secrets certains documents liés à Bola Tinubu — P 12
- Doctrine panafricaine de l'Assimisme : Une délégation reçue par le ministre de l'Éducation nationale — P 12
- Bancoumana : Des paysans dénoncent des spoliations foncières et réclament une enquête — P 13
- Enseignement secondaire privé : Le ministère lève la mesure de fermeture et accorde un délai de régularisation — P 14

ACTUALITÉ /
- Migration : 162 Maliens rentrent volontairement d'Algérie avec l'appui de l'OIM — P 16
- Agriculture : Les départements de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche évaluent la campagne 2026 — P 18

POLITIQUE /
- Mali–Russie–Libye : Une importante contrepartie évoquée dans la libération de deux soldats russes — P 20
- Mali : Les autorités prennent un engagement solennel en faveur de la jeunesse — P 22
- Mali : Le Gouvernement lance l'élaboration de son Plan d'action 2027-2031 — P 24

CULTURE & SOCIETÉ /
- Mali : De nouveaux outils pour mieux structurer le secteur culturel — P 27

INTERNATIONAL /
- Guinée : Mamadi Doumbouya limoge les ministres de l'Emploi et de la Communication — P 29
- Sénégal : L'autoroute Mbour–Fatick–Kaolack inaugurée par Bassirou Diomaye Faye — P 30
- 7e Forum des médias sino-africains à Beijing : Yawa Ahofa Kouigan appelle à écrire une nouvelle page de l'amitié Chine-Afrique — P 31

SPORT /
- Tournoi UFOA-A qualificatif pour la CAN U17 Sénégal 2026 : Les Aiglonnets affûtent leurs armes — P 33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur [002] Immeuble Baye Niass – Faladié Bamako – Mali
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Saw
- **Rédacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Saw, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wago, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissako

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA 95e SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITE TENUE LE MARDI 12 MAI 2026

La Banque Malienne de Solidarité (BMS-SA) a tenu, le mardi 12 mai 2026, la 95e session de son Conseil d'Administration à son siège sis à Hamdallaye ACI-Bamako, sous la présidence de Monsieur Yéhia Ag Mohamed ALI.

Cette session, principalement consacrée à l'examen et à l'arrêté des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2025, a abordé plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment :

- **Rapport sur l'état d'exécution du budget au 31/12/2025 ;**
- **Rapport d'activité 2025 de la Direction Générale au Conseil d'Administration ;**
- **Rapport des Commissaires aux Comptes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2025;**
- **Arrêté des états financiers et proposition d'affectation du résultat de l'exercice 2025.**

Dans un environnement bancaire marqué par des contraintes persistantes sur la liquidité et un contexte monétaire exigeant au sein de l'UEMOA, la BMS-SA a su consolider sa position parmi les acteurs majeurs du secteur bancaire malien grâce à une stratégie fondée sur la proximité, l'innovation et la maîtrise des risques.

Les performances enregistrées au terme de l'exercice 2025 traduisent la pertinence des orientations stratégiques engagées par la Banque ainsi que la confiance croissante de sa clientèle et de ses partenaires.

À la clôture de l'exercice 2025, **le total du bilan ressort à plus de 2 006 milliards de FCFA**, soit une progression de 18,05 % par rapport à l'exercice précédent.

Les emplois à la clientèle ont atteint 970 milliards de FCFA, enregistrant une hausse de 4 %, traduisant la volonté de la Banque d'accompagner durablement les acteurs économiques et de soutenir le financement de l'économie nationale.

Les ressources collectées auprès de la clientèle ont atteint 1 013 milliards de FCFA, en progression soutenue d'environ 28 %, témoignant de la confiance renouvelée des clients et partenaires envers la BMS-SA.

Aussi, l'exercice 2025 a été marqué par une accélération de la transformation digitale de la BMS-SA. La Banque a poursuivi le déploiement de solutions innovantes et de services financiers modernes, notamment avec l'ouverture à la clientèle du Système de Paiement Instantané (SPI) de la BCEAO, afin d'offrir à sa clientèle une expérience bancaire plus fluide, plus sécurisée et davantage accessible.

À l'issue des travaux, le Président du Conseil d'administration a remercié les Administrateurs pour leurs contributions de qualité et a adressé ses félicitations à la Direction Générale ainsi qu'à l'ensemble du personnel pour leur engagement. Il a également exprimé sa reconnaissance aux clients, partenaires et actionnaires pour leur confiance et leur soutien constant.

La BMS-SA réaffirme ainsi son ambition de consolider son rôle de banque de référence au service du développement économique et social du Mali.

Le Président du Conseil d'Administration de la BMS-SA

M. Yéhia Ag Mohamed ALI

Excision : Le silence mutile aussi





L'excision ne peut plus être considérée comme une simple affaire de coutume, de religion ou de tradition familiale. Elle constitue avant tout une atteinte grave à l'intégrité physique et à la dignité de la femme. Derrière chaque fille excisée se cache une blessure imposée, souvent irréversible, dont les conséquences peuvent accompagner la victime toute sa vie.

Le sexe féminin est une partie particulièrement sensible du corps, qui nécessite protection, hygiène et soins. L'excision, en supprimant ou en endommageant des organes sains, accroît sa vulnérabilité. Elle peut favoriser les douleurs persistantes, les infections, les complications gynécologiques et les accouchements difficiles. Certaines femmes vivent leur intimité comme une épreuve silencieuse. Elles souffrent dans leur foyer, supportent difficilement les rapports conjugaux et affrontent parfois la maternité au prix de douleurs qui auraient pu être évitées.

Combien de victimes taisent leur calvaire pour préserver leur ménage ? Combien supportent la douleur par peur d'être incomprises, rejetées ou accusées de remettre en cause les traditions ? Ce silence collectif protège davantage la pratique que les femmes.

Madame Sadya Touré le rappelle avec force : « On me dit souvent que l'excision, c'est la tradition. Et pourtant nos propres traditions nous montrent, sans détour, qu'aucune coutume, même ancienne, même sacrée, n'est intouchable dès lors qu'elle détruit des vies. »



Son raisonnement mérite l'attention. Nos sociétés ont abandonné ou combattu plusieurs pratiques autrefois considérées comme normales. L'esclavage domestique et de caste, l'épreuve du poison, les razzias guerrières ou encore certains sacrifices humains ont eu leurs défenseurs et leurs justifications. Leur disparition n'a pourtant pas entraîné celle de notre identité culturelle. Au contraire, nos communautés ont évolué en conservant ce que leur héritage possède de meilleur et en rejetant ce qui déshumanise.

Une tradition ne doit pas être jugée uniquement par son ancienneté, mais aussi par ses conséquences. Lorsqu'elle mutile des enfants incapables de consentir, expose des femmes à des souffrances durables et compromet leur santé, elle doit être remise en cause. Protéger une fille contre l'excision ne signifie pas renier sa culture. C'est affirmer que la vie, la santé et la dignité humaine sont supérieures à toute pratique sociale.

L'appel adressé par Sadya Touré au ministre de la Justice, Mamoudou Kassogué, interpelle l'ensemble des autorités. Le courage manifesté dans la lutte contre l'esclavage par ascendance doit également servir à protéger les filles contre les mutilations génitales féminines. Une interdiction ferme, accompagnée de sensibilisation, d'éducation, de soins aux victimes et de solutions économiques pour les exciseuses, est indispensable.

L'heure n'est plus aux hésitations. Les chefs religieux et traditionnels, les familles, les professionnels de santé, les enseignants et les pouvoirs publics doivent parler d'une seule voix. Chaque fille sauvée de l'excision représente une vie protégée, une femme respectée et une société plus humaine.

Mettre fin à l'excision, ce n'est pas combattre nos traditions. C'est choisir la santé, la dignité et le bonheur de nos filles.

Moctar Sow

- African Union

Le président de la Commission de l'Union africaine, S.E. Mahmoud Ali Youssouf, s'est rencontré aujourd'hui avec S.E. Olusegun Obasanjo, ancien président de la République fédérale du #Nigeria et représentant en chef de l'Afrique de l'Est. Ils ont échangé des opinions sur les développements régionaux clés et d'autres questions d'intérêt continentale. Le président de la Commission a salué l'engagement continu du président Obasanjo en faveur de la paix, du dialogue et de la stabilité à travers le continent.



- Gouvernement du Mali

#CIGMA #INFO | Concours d'entrée à lInstitut Mohammed VI de Rabat pour la formation des imams mourchidines et mourchidates : LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES PROCÈDE AU LANCEMENT OFFICIEL

Bamako, 22 août 2026

Il est exactement 08h00, lorsque le Ministre des Affaires religieuses, du Culte et des Coutumes procède à l'ouverture officielle de l'enveloppe contenant le sujet du concours, avant de le distribuer aux candidats.

La cérémonie s'est tenue ce matin au Centre culturel d'Hamdallaye, à Bamako, en présence de plus de 300 candidats venus concourir pour 80 places.

Sur ces 80 places, 40 sont destinées au renforcement des capacités d'imams déjà en exercice, tandis que les autres bénéficiaires suivront deux années de formation à l'Institut Mohammed VI de Rabat.

Cette formation vise à renforcer les compétences religieuses et professionnelles des futurs imams, mourchidines et mourchidates, notamment dans différents corps de métier, en complément de leur formation en imamat.

Elle comprend également des enseignements consacrés à la prévention et à la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la coopération entre le Mali et le Royaume du Maroc dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités des cadres religieux.

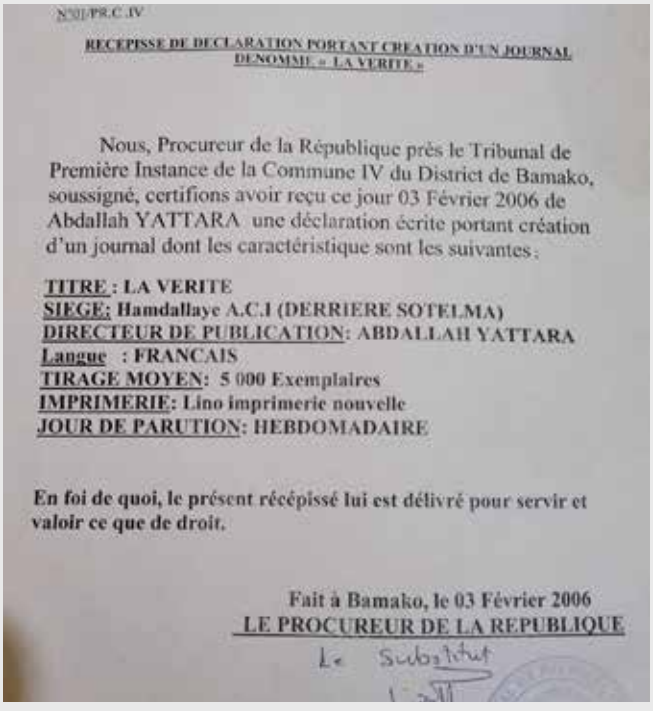
Il convient de rappeler que, grâce à la volonté et à l'engagement de Son Excellence le Général d'Armée Assimi GOÏTA, Président de la Transition, Chef de l'État, le Mali a bénéficié de plus de 700 bourses de formation destinées aux imams au Maroc.

À travers cette importante initiative, les autorités maliennes réaffirment leur engagement en faveur d'un encadrement de qualité des acteurs religieux, de la promotion d'un islam de paix et de tolérance, ainsi que du renforcement de la contribution des leaders religieux à la cohésion sociale, à la paix et à la stabilité du Mali.





- Abdallah Yattara



N°01/PR.C.IV

RECEPISSE DE DECLARATION PORTANT CREATION D'UN JOURNAL DENOMME « LA VERITE »

Nous, Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance de la Commune IV du District de Bamako, soussigné, certifions avoir reçu ce jour 03 Février 2006 de Abdallah YATTARA une déclaration écrite portant création d'un journal dont les caractéristique sont les suivantes :

TITRE : LA VERITE
SIEGE: Hamdallaye A.C.I (DERRIERE SOTELMA)
DIRECTEUR DE PUBLICATION: ABDALLAH YATTARA
Langue : FRANCAIS
TIRAGE MOYEN: 5 000 Exemplaires
IMPRIMERIE: Lino imprimerie nouvelle
JOUR DE PARUTION: HEBDOMADAIRE

En foi de quoi, le présent récépissé lui est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Bamako, le 03 Février 2006
LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE
Le Substitut

Pour ceux qui pensent que je suis sur les reseaux sociaux uniquement pour critiquer. J'ai mon récépissé de création de Journal depuis 2006. Beaucoup de publications à mon actif.

Je ne suis ni un naïf , ni un parvenu, j'ai cheminé.

D'autres documents viendront .

- Miniankakai Sogoba

Le Mali et l'Algérie relancent les liens diplomatiques : le Premier ministre Maïga attendu à Alger

Le Premier ministre malien, le général Abdoulaye Maïga, effectuera une visite de travail en Algérie le 24 août 2026, à l'invitation de son homologue Sifi Ghrieb, a annoncé la Primature, confirmant la volonté commune des deux pays de franchir l'étape des relations froides après plusieurs crises.

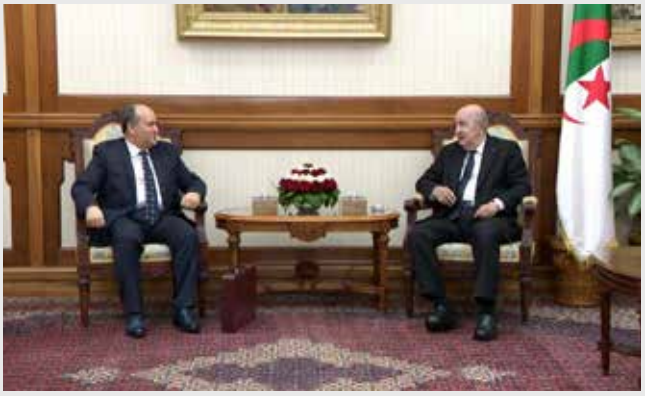
Le général Maïga sera également reçu par le président algérien Abdelmadjid Tebboune, à qui il transmettra un message du président malien, le général Assimi Goïta. Un rapprochement facilité par les relations stratégiques entre l'Algérie et le Niger, membre de l'AES.

Cette visite fait suite à un entretien téléphonique du 9 août entre les deux parties, à l'initiative d'Alger, et s'inscrit dans une série de mesures de rapprochement récentes : retour des ambassadeurs et réouverture des espaces aériens

/realiteetveritedesormais

Le Mali et l'Algérie relancent diplomatiques : le Premier ministre Maïga attendu à Alger.RedacteurMiniankakai Sogoba l enfant de AES panafricaniste.





- Bamako Bamada

18 août 2020 – 18 août 2026 : six ans après, retour sur une date charnière de l'histoire du Mali

De la crise politique ayant conduit à la chute d'Ibrahim Boubacar Keïta à la poursuite de la Transition sous le Général d'Armée Assimi Goïta

Bamako, 18 août 2026 – Six ans jour pour jour après les événements du 18 août 2020, cette date demeure profondément inscrite dans l'histoire politique contemporaine du Mali. En quelques heures, une mutinerie partie du camp militaire Soundiata-Keïta de Kati s'était transformée en un bouleversement politique majeur avec l'arrestation du président Ibrahim Boubacar Keïta, du Premier ministre Boubou Cissé et de plusieurs responsables civils et militaires.

La nuit suivante, Ibrahim Boubacar Keïta annonçait à la télévision nationale sa démission, ainsi que la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Le lendemain, les militaires annonçaient officiellement la création du Comité national pour le salut du peuple (CNSP), avec le colonel Assimi Goïta comme figure centrale de cette nouvelle séquence politique.

Six années plus tard, le Mali a connu de profondes transformations institutionnelles, politiques, sécuritaires et diplomatiques. Le pays est aujourd'hui dirigé par le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, Chef de l'État et Chef suprême des Armées, dans le cadre d'un processus présenté par les autorités comme celui de la refondation de l'État et de la consolidation de la souveraineté nationale.



- Ministère de la Santé et du Développement Social

À Addis-Abeba, le sport donne le ton à la 76e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique

Addis-Abeba, 23 août 2026 – Dès les premières heures de la matinée, les rues d'Addis-Abeba ont pris des allures sportives. Environ un millier de participants à la 76e session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour

l'Afrique ont pris part, dimanche, à une marche collective de 4 km.

Le parcours, reliant le parc commémoratif de la victoire d'Adwa à la place Meskel, à la fontaine de Ghion, a réuni responsables de santé, experts et participants venus de différents pays du continent. Une manière symbolique de rappeler que la promotion de la santé passe aussi par l'activité sportive.

Le Mali était représenté à cette randonnée par le Ministre de la Santé et du Développement Social, le Médecin-Colonel-major Assa Badiallo TOURÉ, accompagnée de l'Ambassadeur du Mali en Éthiopie et d'une forte délégation.

Pour la Ministre éthiopienne de la Santé, Dr Mekdes Daba FEYSSA, le sport constitue un outil important de prévention. Elle l'a présenté comme une « thérapie non médicamenteuse » susceptible de contribuer à la prévention du diabète, du cancer, de l'obésité et des maladies cardiovasculaires. Elle a également mis en avant ses effets positifs sur la santé mentale, le sommeil et les relations sociales.

Prenant la parole à son tour, le Directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, Professeur Mohamed Yakub JANABI, a insisté sur la nécessité d'intensifier la lutte contre les maladies non transmissibles, qui figurent parmi les principales causes de décès et d'invalidité sur le continent. « Chaque pas compte », a -t-il rappelé.

Médecin militaire de formation, le Ministre Assa Badiallo TOURÉ n'est pas restée en marge de l'activité. Elle a pris part aux exercices physiques avant de se joindre aux participants pour la marche.

À cette occasion, elle a particulièrement encouragé les femmes à intégrer l'activité physique dans leur quotidien, soulignant son importance dans le maintien d'une bonne santé.

Cette marche aura ainsi donné le ton à la 76e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, qui se tient à Addis-Abeba du 23 au 28 août 2026.



- Malick Konate

Une question : la plainte déposée auprès de la CIJ a-t-elle été retirée ?

#Bèki_Takè #Algerie #Mali

- INFOS TV

Le milliardaire Malien Cessé Komé , le patron des hôtels Radisson de Bamako et D'Abidjan revient sur son parcours.

« J'ai quitté mon village de Koiré en 1984 avec

seulement 2 500 FCFA en poche pour me rendre en Côte d'Ivoire. Cette somme m'a tout juste servi à payer mon transport jusqu'à Bamako.

Arrivé dans la capitale malienne, j'ai fait aide-maçon et on me payait 500 FCFA par jour. Au bout d'un mois, j'avais économisé 15 000 FCFA, ce qui m'a permis de financer mon voyage pour la Côte d'Ivoire. À mon arrivée à Abidjan, il ne me restait plus que 5 000 FCFA.

J'ai utilisé cet argent pour acheter du matériel et je suis devenu cireur de chaussures ,gagnant entre 1000 et 1 500 FCFA par jour.

Après environ deux ans dans le cirage, je me suis lancé dans la vente de livres d'occasion, puis petit à petit dans le commerce général, avant d'initier de l'importation entre le Liberia et Abidjan.

Grâce au petit commerce, j'ai réussi à amasser un capital important.

Malheureusement, en 1993, l'incendie du marché d'Adjamé a failli tout détruire. Mon magasin a pris feu et il ne me restait plus que 350 000 FCFA.

J'ai immédiatement utilisé cette somme pour rembourser mes fournisseurs. Touché par mon honnêteté, l'un de mes fournisseurs m'a remis sa part de crédit en guise de soutien.

À ce moment-là, je ne voulais plus rester en Côte d'Ivoire et j'avais le projet de partir aux États-Unis. Je suis donc allé voir mon fournisseur à Lomé, au Togo, pour lui demander de l'aide dans ce projet. Il m'a simplement conseillé de retourner à Abidjan.

Je suis rentré désespéré, mais trois jours plus tard, ma banque m'a informé d'un transfert inattendu de 10 millions de FCFA en provenance de Lomé. Lorsque j'ai appelé mon fournisseur pour en savoir plus, il m'a dit qu'il va me rappeler.

Deux jours plus tard, l'aéroport m'a contacté pour m'annoncer l'arrivée de plusieurs conteneurs à mon nom, envoyés de Lomé. C'était le même fournisseur qui m'a envoyé les 10millions

Pour couronner le tout, le directeur de la douane m'a accordé une exonération totale de trois mois sur mes marchandises.

Par un heureux hasard, la Côte d'Ivoire traversait alors une grave pénurie de marchandises, ce qui m'a permis de réaliser des profits considérables. J'ai vite oublié l'incendie et mon projet d'émigration aux États-Unis.

Par la suite, j'ai diversifié mes importations en me tournant vers la Thaïlande, où j'ai fait la connaissance d'Ibrahima Diawara. Un jour tous mes produits ont été saisis pour contrefaçon, j'ai pris un avocat, j'ai obtenu gain de cause, et j'ai pu poursuivre mon ascension dans le commerce international.

Enfin, à l'approche de la CAN 2002, le président Alpha Oumar Konaré a lancé un appel à la diaspora malienne pour venir investir au pays, en offrant des avantages incitatifs. C'est ainsi que je me suis lancé dans l'hôtellerie, en construisant mon tout premier hôtel au Mali en seulement 10 mois. » Mali INFOS TV



RADIO KOUNAFONI

Webradio panafricaine francophone — Washington, D.C.

LA VOIX DE LA DIASPORA FRANCOPHONE AFRICAINE

Actualités · Analyse géopolitique · Débats sur le Sahel, l'Afrique et la diaspora

Au service des communautés francophones et africaines des États-Unis, d'Europe et du monde entier.

ÉCOUTEZ-NOUS EN DIRECT — radiokounafoni.org

AUSSI SUR VOTRE IPHONE

Ouvrez l'App Store, recherchez « Radio Kounafoni » dans votre application radio préférée et ajoutez-nous à vos favoris pour nous écouter partout, à tout moment.

DISPONIBLE SUR LES PLATEFORMES MONDIALES

myTuner Radio · FM Radio Free · Radioline

mytuner-radio.com · fmradiofree.com · radioline.co

Rejoignez la communauté, partagez le lien autour de vous et faites entendre la voix de la diaspora francophone africaine.

#RadioKounafoni #DiasporaAfricaine #DiasporaFrancophone #Sahel #ActuAfrique #MédiasAfricains #WashingtonDC #Webradio #AfriqueUSA

radiokounafoni.org · kounafoni26@gmail.com · +1 (240) 640-2302

A États-Unis : Le FBI veut maintenir secrets certains documents liés à Bola Tinubu



Le Federal Bureau of Investigation (FBI) a demandé au tribunal fédéral du district de Columbia l'autorisation de ne pas divulguer publiquement certains documents relatifs à une ancienne enquête dans laquelle le nom du président nigérian, Bola Tinubu, est évoqué.

Dans sa requête, l'agence américaine sollicite la possibilité de présenter ses arguments ex parte et à huis clos, directement au juge. Selon le FBI, une justification entièrement publique pourrait révéler des techniques et procédures d'enquête sensibles ou exposer certaines personnes à des menaces contre leur sécurité physique.

Le litige découle de deux demandes formulées en vertu de la loi américaine sur la liberté d'information, dite FOIA. La première porte sur l'intégralité du dossier que le FBI détiendrait sur Bola Tinubu. La seconde concerne des formulaires 302, utilisés pour consigner des entretiens, relatifs à une affaire remontant à 1992 et 1993.

Pour justifier la rétention de certaines informations, le FBI invoque notamment les exceptions 7(E) et 7(F) de la FOIA, destinées respectivement à protéger les méthodes d'enquête et la sécurité des personnes.

La procédure a été engagée par Aaron Greenspan, fondateur de PlainSite. Entre 2022 et 2023, celui-ci avait adressé douze demandes à six agences fédérales concernant quatre personnes, dont Bola Tinubu, dans le cadre de recherches sur une enquête présumée pour trafic d'héroïne menée à Chicago au début des années 1990. Ces allégations n'établissent toutefois, à elles seules, aucune culpabilité du président nigérian.

La juge Beryl Howell avait précédemment rejeté la position dite « Glomar » du FBI et de la DEA, qui refusaient de confirmer ou d'infirmer l'existence des documents.

L'équipe juridique de Bola Tinubu s'est jointe à la demande de délai supplémentaire. L'affaire porte désormais sur l'étendue des informations pouvant être publiées sans compromettre les impératifs de sécurité invoqués par les autorités américaines.

Arouna Sidibé

Doctrine panafricaine de l'Assimisme : Une délégation reçue par le ministre de l'Éducation nationale



Le ministre de l'Éducation nationale, Dr Amadou Sy Savané, a reçu en audience, jeudi 20 août 2026, une délégation du Comité scientifique de la doctrine panafricaine éponyme de l'Assimisme. Celle-ci était conduite par son président, Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune.

La rencontre a porté sur la présentation et la sensibilisation autour de l'Assimisme, décrit par ses promoteurs comme une nouvelle doctrine de réflexion scientifique, de recherche et de dialogue

consacrée aux idéaux du président de la Transition, chef de l'État, le général d'armée Assimi Goïta.

Au cours des échanges, le président du Comité scientifique a exposé au ministre les principales orientations de l'initiative ainsi que les objectifs poursuivis. Selon Mohamed Ousmane Ag Mohamedoune, le projet entend mettre en place un cadre de réflexion, de recherche, de dialogue et de production intellectuelle autour de plusieurs enjeux concernant le Mali.

Les travaux du comité devraient notamment porter sur les questions de souveraineté nationale, de développement, de gouvernance et de refondation de la Nation. L'initiative prévoit également des actions de sensibilisation destinées à faire connaître la doctrine et ses orientations auprès des populations.

Le ministre de l'Éducation nationale a salué la démarche présentée par la délégation. Dr Amadou Sy Savané a indiqué que les orientations portées par le président de la Transition répondent, selon lui, aux attentes des populations maliennes.

Il a également estimé que cette vision, traduite à travers différentes actions, doit être davantage vulgarisée afin de renforcer son appropriation et le soutien de la population.

À l'issue de l'audience, le ministre de l'Éducation nationale a réaffirmé l'engagement et la disponibilité de son département à accompagner le Comité scientifique de la doctrine panafricaine éponyme de l'Assimisme dans la réalisation de ses objectifs.

Fatou Sissoko

Bancoumana : Des paysans dénoncent des spoliations foncières et réclament une enquête



À Bancoumana, dans le Mandé, la question foncière suscite une inquiétude grandissante. Plusieurs paysans affirment avoir été privés de terres appartenant depuis plusieurs générations à leur patrimoine familial. Malgré les procédures judiciaires engagées devant les juridictions de Kati et du district de Bamako, les plaignants soutiennent n'avoir obtenu aucune décision favorable.

Cette situation alimente un profond sentiment d'injustice dans ce village malinké de plus de 2 000 habitants, fondé par les Camara. Autrefois considérée comme un atout, la proximité de Bancoumana avec Bamako serait devenue une source de convoitises et de conflits fonciers.

Selon les témoignages recueillis, des spéculateurs fonciers profiteraient de cette position géographique pour acquérir, annexer ou revendre des parcelles dans des conditions contestées. Les populations évoquent également l'existence de complicités administratives et de protections à des niveaux élevés de l'État. Ces accusations, qui restent à établir par une enquête indépendante, renforcent la méfiance des habitants envers les institutions chargées de sécuriser les propriétés.

Les paysans concernés dénoncent surtout la transformation rapide des terrains litigieux en titres fonciers, parfois sans leur consentement. Une fois ces documents établis, expliquent-ils, leurs possibilités de recours deviennent particulièrement limitées. La répétition des revers judiciaires contribue ainsi à installer découragement, frustration et colère au sein de la communauté.

Face aux risques de tensions sociales, les habitants interpellent le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Ils demandent l'ouverture d'une enquête approfondie sur les conditions d'attribution des titres fonciers contestés, le rôle éventuel des services administratifs et le traitement judiciaire des différents dossiers.

Une intervention transparente permettrait de rétablir la confiance, de protéger les droits légitimes des paysans et de prévenir une aggravation de la crise. Les personnes ou structures mises en cause devront naturellement pouvoir présenter leur version des faits. Nous donnerons plus d'informations dans prochaines parutions.

Moussa Diarra

Enseignement secondaire privé : Le ministère lève la mesure de fermeture et accorde un délai de régularisation



Le ministère de l'Éducation nationale a décidé de lever la mesure de verrouillage visant les établissements privés d'enseignement secondaire. Cette décision marque une nouvelle étape dans le processus de mise en conformité des structures éducatives privées avec la réglementation en vigueur.

Selon les dispositions arrêtées par le département de l'Éducation nationale, les établissements concernés peuvent désormais reprendre leurs activités. Cette réouverture ne constitue toutefois pas une dispense du respect des exigences légales et administratives encadrant le fonctionnement de l'enseignement privé.

Les établissements privés d'enseignement secondaire qui ne sont pas encore en conformité disposent ainsi d'un délai de dix-huit mois, à compter de la date de signature de la décision, pour régulariser leur situation. Cette période transitoire doit leur permettre d'accomplir les formalités nécessaires et de satisfaire aux différentes obligations prévues par les textes en vigueur.

Le ministère avertit cependant qu'à l'expiration de ce délai, tout établissement demeurant en situation irrégulière s'exposera aux sanctions prévues par la réglementation. Les responsables des structures concernées sont donc invités à prendre rapidement les dispositions nécessaires afin d'éviter toute nouvelle mesure administrative pouvant aller jusqu'à la fermeture.

À travers cette décision, le ministère semble privilégier une démarche conciliant la continuité des enseignements et le respect des normes. La levée du verrouillage devrait notamment permettre aux élèves de poursuivre leur scolarité dans de meilleures conditions, tout en donnant aux promoteurs le temps nécessaire pour compléter leurs dossiers administratifs et améliorer la conformité de leurs établissements.

La décision prend effet à compter de sa date de signature. Elle sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Cette mesure offre ainsi un répit aux établissements privés concernés, mais elle leur impose également une obligation claire : profiter des dix-huit prochains mois pour se mettre définitivement en règle.

Fatou Sissoko

Maison de la Presse

MP

Appel à la responsabilité et à l'unité nationale en période de crise

La Maison de la Presse du Mali suit avec une attention particulière et une profonde préoccupation l'évolution de la situation nationale au cours des dernières vingt-quatre heures.

En ces moments de grande incertitude, où chaque mot peut devenir un rempart ou un incendie, la Maison de la Presse rappelle à l'ensemble des acteurs des médias, presse écrite, audiovisuelle, médias en ligne et radios de proximité, leur responsabilité historique devant la Nation.

La liberté d'informer, pilier de notre souveraineté, ne saurait s'affranchir, en période de crise, des impératifs de sécurité nationale et de cohésion sociale. En conséquence, la Maison de la Presse lance un appel pressant aux professionnels des médias pour :

La Certification de l'Information : S'abstenir rigoureusement de relayer des informations non vérifiées, des rumeurs ou des contenus provenant de sources anonymes susceptibles de semer la confusion ou de troubler l'ordre public.

La Culture de l'Apaisement : Privilégier les contenus qui favorisent l'unité nationale et le dialogue social. Notre rôle est d'éclairer le citoyen, non de nourrir les antagonismes.

La Vigilance Numérique : Redoubler de prudence sur les réseaux sociaux afin de ne pas devenir, même involontairement, les vecteurs de la désinformation ou de discours de haine.

La Maison de la Presse rappelle que les médias, dans un contexte de crise peuvent être le meilleur des remèdes pour la paix ou le pire des poisons pour la stabilité. Aujourd'hui plus que jamais, choisissons le remède.

La Maison de la Presse exprime sa solidarité avec les journalistes sur le terrain et les invite à la plus grande prudence dans l'exercice de leur mission. Elle reste mobilisée pour la défense d'une presse libre, responsable et engagée pour un Mali uni et stable.

Fait à Bamako, le 26 avril 2026

Le Président

MAISON DE LA PRESSE
Le President

El Hadj Bandiougou DANTE,
Chevalier de l'Ordre National

Contact : Président 66 72 39 96/76 13 29 84 – Assistante 66 71 81 44 - Administrateur Délégué 66 79 08 13

Migration : 162 Maliens rentrent volontairement d'Algérie avec l'appui de l'OIM



Cent soixante-deux migrants maliens ont regagné volontairement leur pays, jeudi, en provenance d'Algérie, grâce à l'appui de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le groupe est composé de 125 hommes, 27 femmes, cinq garçons et cinq filles.

À leur arrivée à l'aéroport international Président Modibo Keïta de Bamako-Sénou, les migrants ont été accueillis par des représentants du ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration africaine ainsi que par des responsables de l'OIM. Une première assistance leur a été apportée avant leur transfert à la Maison des Maliens de l'Extérieur.

Les rapatriés y seront hébergés pendant trois jours. Durant cette période, ils bénéficieront d'une prise en charge, d'une écoute attentive et d'une orientation en fonction de leurs besoins. Ce dispositif vise à faciliter leur retour dans leurs familles et à préparer leur réinsertion sociale et économique au sein de leurs communautés d'origine.

Plusieurs migrants ont livré des témoignages sur les difficultés rencontrées au cours de leur séjour en Algérie. Leurs récits font état de conditions de vie et de travail particulièrement éprouvantes. Certains ont évoqué des démêlés avec les forces de l'ordre, tandis que d'autres disent avoir été victimes



de racisme, de rejet ou de diverses formes d'exploitation.

À ces épreuves se sont ajoutés des salaires impayés, la précarité de l'emploi et de grandes difficultés pour accéder à un logement décent. Pour de nombreux rapatriés, la recherche d'un toit s'est apparentée à un véritable parcours du combattant. Ces conditions ont progressivement rendu leur séjour difficile, les conduisant à choisir le retour volontaire au Mali.

Au-delà de l'assistance d'urgence, la question de la réintégration demeure un enjeu majeur. Le ministère chargé des Maliens de l'Extérieur dispose, à cet effet, d'un programme destiné à accompagner les migrants de retour dans la reconstruction de leur vie. L'objectif est de leur permettre de retrouver une autonomie durable et d'éviter de nouveaux départs motivés par le manque de perspectives.

Entre 2021 et 2025, plus de 200 jeunes ont bénéficié de ce mécanisme d'accompagnement à la réinsertion. Plusieurs d'entre eux ont réussi à créer leurs propres activités génératrices de revenus. Certains sont même devenus des employeurs, offrant des opportunités professionnelles à d'autres migrants revenus au pays.

Cette expérience montre que le retour peut constituer le point de départ d'une nouvelle dynamique, à condition que les bénéficiaires disposent d'un accompagnement adapté, de formations et de moyens nécessaires pour concrétiser leurs projets.

Le retour des 162 migrants rappelle toutefois la persistance des risques liés à la migration irrégulière. Il souligne également la nécessité de renforcer les politiques d'information, de protection et d'insertion économique, notamment au profit des jeunes. L'accompagnement annoncé devra désormais se traduire par des solutions concrètes afin de permettre à ces femmes, hommes et enfants de reconstruire leur avenir dans la dignité.

Fatou Sissoko

Agriculture : Les départements de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche évaluent la campagne 2026



La deuxième session du Conseil de cabinet élargi des ministères chargés de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche s'est tenue, jeudi à Bamako, sous la présidence conjointe des ministres Ibrahima Samaké et Youba Bah. La rencontre a réuni 80 cadres des deux départements autour des principaux enjeux du secteur rural.

Cette session avait pour objectif d'évaluer l'état d'exécution des recommandations issues du 16e Conseil supérieur de l'agriculture, organisé le 9 juin 2026 sous la présidence du chef de l'État, le général d'armée Assimi Goïta. Elle a également permis d'examiner le déroulement de la campagne agricole 2026 et les difficultés auxquelles restent confrontés les producteurs.

Les participants ont ainsi passé en revue la situation des différentes filières. Les discussions ont porté sur les productions végétales, animales et halieutiques, les aménagements hydroagricoles, la disponibilité des pâturages, l'évolution des niveaux d'eau ainsi que les prévisions météorologiques. Ces différents paramètres jouent un rôle déterminant dans l'atteinte des objectifs de production et le renforcement de la sécurité alimentaire.

Au terme des échanges, le bilan de la campagne agricole a été jugé globalement rassurant. Des contraintes persistent cependant, notamment dans l'approvisionnement des producteurs en engrais. Cette difficulté pourrait affecter les rendements si des réponses rapides ne sont pas apportées. Les responsables ont donc insisté sur la néces-



sité d'améliorer les mécanismes de distribution des intrants et de renforcer la coordination entre les services techniques.

La deuxième session du Conseil de cabinet élargi a également accordé une place centrale à l'opérationnalisation des agropoles. Ce projet s'inscrit dans la vision « Mali Kura » et ambitionne de favoriser une transformation structurelle du secteur agricole à travers la concentration des investissements, la modernisation des chaînes de valeur et une meilleure organisation des acteurs.

Plusieurs propositions ont été formulées pour accélérer sa mise en œuvre. Elles concernent notamment la création d'un comité national chargé du suivi, l'élaboration d'une cartographie précise des zones concernées ainsi que l'adoption d'une feuille de route définissant les différentes étapes du projet. Une stratégie d'accompagnement des organisations interprofessionnelles a également été recommandée afin de garantir une participation effective des producteurs, des éleveurs, des pêcheurs et des autres acteurs des chaînes de valeur.

Pour les participants, la réussite des agropoles dépendra de la qualité de la planification, de la mobilisation des ressources et de la coordination entre les institutions publiques, le secteur privé et les organisations professionnelles.

À travers cette rencontre, les deux départements entendent consolider la concertation entre leurs structures et assurer un suivi plus rigoureux des orientations fixées par le Conseil supérieur de l'agriculture. L'enjeu est de transformer les recommandations en actions concrètes, capables d'améliorer les revenus des producteurs, de moderniser les filières et de renforcer durablement la souveraineté alimentaire du Mali.

Karamoko B Keita

Mali–Russie–Libye : Une importante contrepartie évoquée dans la libération de deux soldats russes



La libération, cette semaine, de deux soldats russes capturés en 2024 dans le nord du Mali continue de susciter des interrogations. Selon des informations rapportées par notre confrère Serge Daniel, une importante rançon ou une contrepartie substantielle aurait été versée pour obtenir leur remise en liberté. Aucun montant officiel n'a toutefois été communiqué.

Les deux hommes étaient détenus par les rebelles du Front de libération de l'Azawad (FLA), formation armée active dans le nord du Mali. Les circonstances précises de leur capture, tout comme les conditions de leur détention, restent peu documentées. Leur libération aurait mobilisé plusieurs intermédiaires et nécessité un dispositif dépassant largement les frontières maliennes.

D'après Serge Daniel, les deux ressortissants russes auraient d'abord été remis à des rebelles nigériens dans une zone située à la frontière entre le Mali et le Niger. Ils auraient ensuite été conduits à Benghazi, dans l'est de la Libye. Cette ville constitue le principal bastion du maréchal Khalifa Haftar et de son clan, qui exerce une influence politique et militaire déterminante dans cette partie du pays.

L'un des fils du maréchal Haftar aurait directement conduit les négociations ayant abouti à la libération des deux prisonniers. Si elle est confirmée, cette médiation mettrait en lumière le rôle grandissant joué par le camp Haftar dans plusieurs dossiers sécuritaires concernant le Sahel. Elle illustrerait également la complexité des réseaux d'intermédiation reliant désormais le Mali, le Niger, la Libye et diffé-



rents partenaires étrangers.

La question financière demeure cependant au centre des spéculations. Notre confrère estime qu'il ne ferait « aucun doute » qu'une forte rançon ou une importante contrepartie a été accordée. Il évoque une « montagne de devises » et une somme « faramineuse », sans avancer de chiffre précis. Le coût réel de l'opération pourrait, selon lui, englober le montant directement négocié, les commissions des intermédiaires, les frais logistiques et diverses dépenses périphériques.

Ces affirmations doivent néanmoins être accueillies avec prudence, en l'absence de confirmation officielle et de preuves rendues publiques. Ni les autorités maliennes, ni les représentants russes, ni le camp Haftar, ni le FLA n'ont, à ce stade, présenté une version détaillée des négociations. L'identité exacte des personnes ayant financé ou facilité l'opération reste également inconnue.

Cette libération intervient dans un contexte marqué par la consolidation du partenariat militaire entre Bamako et Moscou, mais aussi par la multiplication des acteurs armés et des circuits d'influence transfrontaliers au Sahel. Au-delà du sort des deux soldats, l'affaire pose la question du financement indirect des groupes rebelles par le paiement éventuel de rançons.

Elle montre surtout que les prises d'otages demeurent un puissant moyen de pression politique, militaire et financier. En attendant des éclaircissements, les modalités de cet accord restent enveloppées d'un épais secret.

Yacouba Ongoiba

Mali : Les autorités prennent un engagement solennel en faveur de la jeunesse



À l'occasion du lancement de la Semaine nationale de la jeunesse et de la célébration de la Journée internationale de la jeunesse, le 12 août 2026, les ministres et les membres du Conseil national de Transition (CNT) ont signé un engagement solennel en faveur du bien-être et de l'épanouissement de la jeunesse malienne.

Par cet acte, les autorités entendent réaffirmer leur volonté de placer les jeunes au centre des priorités nationales. La démarche vise notamment à renforcer les politiques et les actions consacrées à leur autonomisation, à leur participation citoyenne ainsi qu'à leur implication dans la construction d'un Mali plus stable et prospère.

Dans un pays où les jeunes représentent une part importante de la population, leur prise en compte dans les politiques publiques constitue un enjeu majeur. L'accès à une éducation de qualité, à la formation professionnelle, à l'emploi, au financement des initiatives entrepreneuriales, à la santé, à la culture et aux loisirs demeure déterminant pour leur épanouissement.

La signature de cet engagement traduit ainsi une reconnaissance du rôle essentiel que la jeunesse doit jouer dans le processus de développement national. Les jeunes ne doivent plus être considérés uniquement comme les bénéficiaires des programmes publics, mais également comme des acteurs capables de proposer des solutions, de porter des initiatives et de participer aux décisions qui concernent leur avenir.

Cette démarche intervient dans un



contexte marqué par de nombreux défis. Le chômage, le sous-emploi, la précarité, les difficultés d'accès à la formation et au financement figurent parmi les obstacles auxquels une grande partie de la jeunesse malienne est confrontée. À cela s'ajoutent l'insécurité, les déplacements de populations, la migration irrégulière et la vulnérabilité face à la radicalisation ou à la désinformation.

Face à ces difficultés, l'engagement signé par les ministres et les membres du CNT devra désormais se traduire par des mesures concrètes, durables et mesurables. Les attentes portent notamment sur la création d'emplois décents, le soutien aux projets portés par les jeunes, la valorisation de la formation technique et professionnelle, le développement des activités sportives et culturelles ainsi que l'ouverture d'espaces de dialogue.

La participation des jeunes aux mécanismes de gouvernance apparaît également indispensable. Leur présence dans les cadres de concertation peut contribuer à améliorer l'efficacité des politiques publiques et à rapprocher davantage les institutions des préoccupations réelles de la population.

En choisissant de faire de la jeunesse une priorité, les autorités reconnaissent que l'avenir du Mali dépend largement de la capacité du pays à préparer, protéger et responsabiliser ses nouvelles générations. La signature du 12 août constitue donc une déclaration d'intention importante. Elle devra toutefois être suivie d'une mise en œuvre rigoureuse, accompagnée de ressources suffisantes et d'un mécanisme de suivi.

Car investir dans la jeunesse, c'est investir dans la paix, la cohésion sociale et le développement. L'engagement pris en sa faveur est, en définitive, un engagement pour l'avenir de toute la Nation.

Karamoko B Keita

Mali : Le Gouvernement lance l'élaboration de son Plan d'action 2027-2031



Le Gouvernement malien a officiellement engagé les travaux d'élaboration de son Plan d'action pour la période 2027-2031. L'annonce a été faite par le Premier ministre, Chef du Gouvernement, lors du Conseil des ministres. Ce nouveau document devra servir de feuille de route à l'action publique au cours des cinq prochaines années.

Cette initiative intervient à l'approche de l'achèvement du Plan d'action du Gouvernement (PAG) 2025-2026. Au terme de la mise en œuvre de ce programme, les autorités souhaitent mettre en place un nouveau cadre de planification capable d'assurer la continuité des politiques publiques et de mieux coordonner les interventions des différents départements ministériels.

Le futur PAG 2027-2031 s'inscrira dans la vision du Président de la Transition, Chef de l'État, définie dans le document stratégique intitulé « Mali Kura ɲɛtaasira ka bɛn san 2063 ma ». Il devra également être conforme aux orientations de la Stratégie nationale pour l'Émergence et le Développement durable 2024-2033.

Dans cette perspective, le nouveau plan intégrera plusieurs projets structurants, intégrateurs et fédérateurs. Ceux-ci ont été identifiés comme des leviers prioritaires susceptibles d'accélérer la transformation économique, sociale et institutionnelle du Mali. L'objectif affiché est de disposer d'un instrument de programmation cohérent, assorti de priorités clairement définies pour répondre aux principaux défis du pays.

Le PAG 2027-2031 reposera sur cinq axes stratégiques. Le premier concernera la souveraineté, la paix et la sécurité. Il mettra l'accent sur le renforcement de la souveraineté nationale ainsi que sur la consolidation de la paix et de la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Le deuxième axe portera sur la gouvernance, avec pour ambition de poursuivre la refondation de l'État et d'améliorer le fonctionnement des institutions. Il devrait notamment permettre de renforcer l'efficacité de l'administration



publique et la qualité des services rendus aux citoyens.

Le troisième axe sera consacré à l'économie et à la croissance. Il visera la transformation structurelle de l'économie nationale ainsi que la promotion d'une croissance durable. Les projets retenus devront contribuer à la création de richesses et soutenir le développement des secteurs productifs.

Le quatrième axe mettra l'accent sur le renforcement du capital humain et le développement de territoires résilients. Il prendra en compte les besoins des populations ainsi que la capacité des collectivités à mieux faire face aux crises et aux différents défis sociaux et économiques.

Enfin, le cinquième axe concernera la gestion durable de l'environnement, l'adaptation aux changements climatiques et le renforcement de la résilience. Il devra favoriser une meilleure prise en compte des enjeux environnementaux dans les politiques de développement.

Une fois les travaux d'élaboration achevés, le PAG 2027-2031 sera soumis à l'examen du Conseil des ministres, puis présenté au Conseil national de Transition. Son adoption devrait permettre au Gouvernement de disposer d'une feuille de route cohérente avec les ambitions nationales de souveraineté, d'émergence économique et de transformation durable du Mali.

Yacouba Ongoiba

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

Mali : De nouveaux outils pour mieux structurer le secteur culturel



La salle des banquets du Centre international de conférences de Bamako (CICB) a abrité, samedi 22 août 2026, la cérémonie de présentation des outils de structuration du secteur culturel malien. L'événement était présidé par le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Mamou Daffé.

La rencontre a enregistré la participation d'anciens ministres, de légitimités traditionnelles, d'artistes ainsi que de nombreux professionnels de la culture. Elle marque une nouvelle étape dans la volonté des autorités de renforcer l'organisation et la gouvernance de l'écosystème culturel national.

Élaborés pour améliorer la connaissance du secteur, les instruments présentés comprennent notamment des répertoires consacrés aux manifestations, aux organisations et aux infrastructures culturelles. Ils intègrent également un Agenda culturel national harmonisé et une Cartographie culturelle du Mali.

Mis à la disposition des professionnels par la Direction nationale de l'Action culturelle (DNAC), ces outils doivent permettre de centraliser les informations relatives aux activités et aux intervenants du secteur. Ils faciliteront ainsi la planification des événements, la coordination des initiatives et l'accès aux données culturelles sur l'ensemble du territoire.

Les documents devraient également contribuer à accroître la visibilité des artistes et des organisations culturelles, à consolider les réseaux de collaboration et à mieux orienter les dispositifs publics d'accompagnement. L'objectif est de disposer d'informations fiables permettant aux autorités et aux professionnels de concevoir des politiques et des projets davantage adaptés aux réalités du terrain.

Dans son intervention, Mamou Daffé a insisté sur la portée stratégique de ces instruments. Selon le ministre, il ne s'agit pas de simples répertoires, mais de véritables outils d'aide à la décision. Le Mali dispose désormais, a-t-il souligné, d'une représentation plus précise de son écosystème culturel et d'un agenda national destiné à harmoniser les manifestations.

Cette initiative ouvre ainsi la voie à une gestion plus cohérente et plus efficace de la culture, considérée comme un important levier d'identité, de cohésion sociale et de développement économique.

Fatou Sissoko

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité d'Activité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité d'Activité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA

Guinée : Mamadi Doumbouya limoge les ministres de l'Emploi et de la Communication



Le président de la République de Guinée, le général Mamadi Doumbouya, a procédé, vendredi, au limogeage de deux membres de son gouvernement. Il s'agit du ministre de l'Emploi, Mory Condé, et de son homologue chargé de la Communication. La décision a été annoncée au cours du journal télévisé de 20 heures, suscitant de nombreux commentaires dans l'opinion publique guinéenne.

Le départ de Mory Condé intervient quelques mois après une polémique qui avait fortement agité les réseaux sociaux. En juin dernier, le désormais ancien ministre de l'Emploi avait été vivement critiqué après son entrée dans une grande mosquée en gardant ses chaussures sur le tapis réservé à la prière.

Des images de la scène, largement relayées sur Internet, avaient provoqué l'indignation de nombreux citoyens. Plusieurs internautes avaient dénoncé un comportement jugé irrespectueux envers les fidèles musulmans et les règles observées dans les lieux de culte. L'affaire avait alors placé le ministre au centre d'une importante controverse, même si aucun lien officiel n'a été établi entre cet incident et son limogeage.

L'annonce de son départ du gouvernement remet néanmoins cet épisode au cœur des discussions. Pour certains observateurs, elle rappelle que l'exercice d'une fonction publique exige exemplarité, retenue et respect des citoyens, quelles que soient les responsabilités occupées.

Les raisons précises ayant motivé le limogeage des deux ministres n'ont pas été détaillées dans les informations communiquées. Leur éviction traduit toutefois la volonté du chef de l'État guinéen de procéder à des ajustements au sein de l'équipe gouvernementale.

Au-delà de ses implications politiques, cette décision est perçue comme une leçon d'humilité : le pouvoir et les fonctions officielles restent temporaires. Le statut ne devrait jamais faire oublier le respect dû aux populations, aux institutions et aux valeurs religieuses et sociales.

Arouna Sidibé

Sénégal : L'autoroute Mbour–Fatick–Kaolack inaugurée par Bassirou Diomaye Faye



Le président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, a inauguré, samedi 22 août 2026 à Thiadiaye, l'autoroute à péage Mbour–Fatick–Kaolack. Cette nouvelle infrastructure routière vise à renforcer la mobilité, le désenclavement territorial et les échanges économiques dans plusieurs régions du pays.

Bien plus qu'un nouvel axe de circulation, l'autoroute devrait améliorer la connexion entre les populations, les zones de production agricole et les principaux centres commerciaux. Elle représente également un levier important pour le développement du Bassin arachidier, notamment à travers la facilitation du transport des personnes et des marchandises.

Selon les informations communiquées à l'occasion de l'inauguration, la réalisation du chantier a mobilisé environ 3 000 emplois directs. Plus de 18 milliards de francs CFA auraient été versés en salaires, tandis que 60 milliards de francs CFA de travaux de sous-traitance auraient été confiés à des entreprises et petites et moyennes entreprises sénégalaises. Des retombées présentées comme une contribution significative à l'économie nationale et à la valorisation de l'expertise locale.

La mise en service de l'autoroute intervient à l'approche du Gamou, période marquée par d'importants déplacements de fidèles à travers le pays. Le nouvel axe devrait ainsi contribuer à fluidifier la circulation, à réduire les temps de trajet et à améliorer les conditions de voyage.

Pour les autorités sénégalaises, cette réalisation traduit la volonté du président Bassirou Diomaye Faye d'accélérer les projets structurants et de rapprocher les infrastructures des besoins quotidiens des citoyens.

L'inauguration de l'autoroute Mbour–Fatick–Kaolack constitue ainsi une nouvelle étape dans la politique de modernisation des transports. Elle devrait favoriser l'emploi, soutenir l'agriculture et le commerce, renforcer l'intégration territoriale et accompagner la transformation économique du Sénégal.

Aroute Sidibé

7e Forum des médias sino-africains à Beijing : Yawa Ahofa Kouigan appelle à écrire une nouvelle page de l'amitié Chine-Afrique



La ministre togolaise de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Yawa Ahofa Kouigan, a appelé les professionnels de l'information à contribuer au renforcement des relations entre la Chine et le continent africain. Elle s'exprimait à l'occasion du 7e Forum sur la coopération des médias sino-africains, organisé du 19 au 21 août à Beijing.

Dans un entretien accordé à la présentatrice Zhang Shanhui, la responsable togolaise a souligné la responsabilité historique qui incombe désormais aux acteurs des deux parties. « Notre responsabilité d'aujourd'hui est d'écrire la nouvelle page d'amitié sino-africaine de longue date », a-t-elle déclaré.

Cette affirmation traduit la volonté de donner une nouvelle dynamique à une coopération déjà ancienne. Pour Yawa Ahofa Kouigan, les médias occupent une place déterminante dans cette ambition. À travers leurs productions, ils peuvent favoriser une meilleure connaissance mutuelle, rapprocher les populations et mettre en lumière les initiatives conjointes menées dans plusieurs domaines.

Le Forum de Beijing constitue ainsi un cadre privilégié de dialogue entre responsables publics, dirigeants d'organes de presse, journalistes et professionnels de la communication chinois et africains. Les échanges portent notamment sur le renforcement des partenariats, le partage d'expériences et l'adaptation des médias aux transformations technologiques.

Dans un contexte marqué par la montée de la désinformation et la multiplication des plateformes numériques, cette coopération apparaît également comme une occasion de promouvoir une information rigoureuse, équilibrée et respectueuse des réalités propres à chaque société.

La participation du Togo à cette rencontre illustre l'importance accordée par Lomé à la diplomatie médiatique et au dialogue sino-africain. Au-delà des accords institutionnels, Yawa Ahofa Kouigan invite les médias à devenir de véritables passerelles entre les peuples.

Le message porté à Beijing est clair : l'amitié Chine-Afrique doit désormais s'enrichir de nouveaux récits, fondés sur la compréhension mutuelle, la confiance et une coopération durable.

Arouna Sidibé

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Tournoi UFOA-A qualificatif pour la CAN U17 Sénégal 2026 : Les Aiglonnets affûtent leurs armes



La sélection nationale cadette du Mali poursuit activement sa préparation en vue du tournoi de l'Union des fédérations ouest-africaines de football de la zone A (UFOA-A), qualificatif pour la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans. La compétition est prévue du 7 au 20 septembre 2026 au Sénégal.

Depuis le lundi 10 août, les Aiglonnets sont en mise au vert au Centre d'entraînement pour sportifs d'élite Ousmane Traoré de Kabala. Ce regroupement permet au sélectionneur national, Sékou Seck dit « Bako », de renforcer la cohésion de son groupe et de procéder aux derniers réglages avant le déplacement au Sénégal.

Pour évaluer le niveau de ses joueurs et tester différents dispositifs tactiques, le technicien malien multiplie les rencontres amicales. Les jeunes internationaux ont déjà disputé six matchs de préparation, pour un bilan encourageant de quatre victoires, un match nul et une défaite. Ces résultats témoignent de la montée en puissance de l'équipe, même si le staff technique devra encore corriger certaines insuffisances avant le début du tournoi.

Au-delà des résultats, ces confrontations offrent au sélectionneur l'occasion d'observer le comportement de ses protégés dans diverses situations de jeu. Elles doivent également permettre de dégager une ossature compétitive capable de défendre les couleurs nationales lors de cette importante échéance régionale.

Le tirage au sort, effectué le jeudi 20 août, a placé le Mali dans le groupe B, aux côtés de la Guinée, du Libéria et de la Guinée-Bissau. Une poule qui s'annonce disputée et dans laquelle les Aiglonnets devront faire preuve de rigueur, d'efficacité et de constance.

Habitué à jouer les premiers rôles dans les compétitions de jeunes, le Mali abordera le tournoi avec l'ambition de décrocher sa qualification pour la CAN U17. À Kabala, la mobilisation reste donc totale autour de Sékou Seck et de ses joueurs, déterminés à réussir leur mission au Sénégal.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre besoin de vérité absolue peut vous coûter des conflits, attention aux gaffes, mesurez la portée de vos paroles. Vous avez besoin de mouvement. Chassez votre léthargie et consacrez-vous à un sport qui délie vos articulations.

Il est préférable de travailler seul, pour vous attaquer à vos défis personnels, vous vous surpasserez. Il serait positif de commencer à envisager les changements auxquels vous aspirez depuis longtemps. Renseignez-vous.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Vous faites des voyages ou vous recevez d'importantes communications pour votre avenir. C'est une bonne journée pour exposer une idée, signer un contrat ou avoir une conversation sur un thème important. Vos échanges et vos rencontres sont source d'évolution personnelle.

Vous maîtrisez vos émotions et acceptez les choses comme elles se présentent. Ainsi, vous êtes plus détendu et votre entourage s'en réjouit. La journée est donc parfaite pour miser sur les instants de partage et profiter en toute sérénité du moment présent !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous devrez attendre quelque chose qui vous tient à cœur. Rien n'est compromis pour autant, restez optimiste. Bien que vous soyez vous êtes plongé dans un tourbillon relationnel, vous tenez la forme avec éclat et dignité.

Ne montez pas sur de grands chevaux.. Que vous ne maîtrisez pas assez ! Prenez votre temps si vous devez négocier car êtes susceptible et un conflit durable peut naître d'un moment de mauvaise humeur.

Cancer (21 juin - 21 juillet)

L'insouciance de votre attitude sera contagieuse, aujourd'hui. Vous aurez l'art et la manière de créer l'ambiance que vous affectionnez pour montrer le meilleur de vous-même. Balayez résolument votre timidité.

C'est avec un bon moral que vous prenez votre élan pour faire bouger les choses et vous immerger en profondeur dans ce qui doit être. Vous voulez du concret et du sérieux ? Vous avez tous les atouts pour y parvenir !

Lion (22 juillet - 23 août)

Votre quotidien s'harmonise durablement, c'est le moment de persévérer sur votre lancée si vous démarrez des projets. Une rencontre imprévue ou un dialogue vous sortira de vos doutes intérieurs dans ce domaine.

Vous êtes dans les nuages.. C'est le moment de vous évader, évitez les personnes trop terre à terre mais ne perdez pas pour autant le sens des réalités. Il faut trouver le point d'équilibre entre vos fantasmes et vos possibilités.

Vierge (23 août 23 septmbre)

C'est hors de votre cercle habituel que vous vivrez les meilleures satisfactions aujourd'hui. Profitez-en pour improviser un dîner dans un bon restaurant, sortir des sentiers battus. Le meilleur reste à venir.

Tout roule ! L'ambiance est détendue et la communication est de mise. Attendez-vous à partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. Vous sortez de votre réserve et votre sens du contact vous permet d'élargir votre cercle de connaissances.

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Fuyez les aventures trop aléatoires et risquées. Ne vous laissez pas distraire, vous poursuivrez vos actions dans la bonne direction. La lassitude du quotidien vous pèse, c'est le moment de vous mettre au sport, une activité dans le silence serait idéale.

Le moment est venu de comprendre ce qui vous est essentiel et de vous libérer de vos frustrations, regrets et autres boulets. Pour se faire, rien de mieux que d'écouter votre petite voix intérieure et de communiquer en toute liberté.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

La clarté de vos idées fera des fans dans votre entourage, vous saurez défendre votre cause avec énergie. Vous aurez l'assurance intérieure pour faire face à vos obligations mais vous y gagneriez à lâcher prise.

Plus détendu, vous osez sortir de votre carapace et aller au-devant des autres pour partager vos idées. Votre manière de vous exprimer va vous permettre de gagner la confiance de ceux qui jusqu'alors doutaient de vous. Votre attitude vous permet de gagner des points !

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Toutes les activités de groupe sont importantes en ce moment mais vous vous demandez parfois quel rôle vous jouez dans votre milieu social. Parlez-en avec vos proches, les échanges à ce sujet vous éclaireront et seront très enrichissants.

Les influx actuels ont à cœur de faire évoluer votre vie relationnelle de manière plus simple et plus détendue. Ceci va vous mettre d'extrême bonne humeur et vous permettre de vous donner l'élan nécessaire pour vous éloigner des pesanteurs et des obligations du quotidien.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vous retrouvez confiance en vous en vous tournant davantage vers l'avenir, aujourd'hui. C'est ce que vous avez de mieux à faire pour vous donner les moyens de vivre vos idéaux le plus pleinement possible.

Profondément attaché à ceux que vous aimez, le moment est venu de les chouchouter encore plus en leur faisant partager votre bonne humeur et vos sentiments. En effet, le climat ambiant, vous permet de chasser vos inquiétudes, d'être plus à l'écoute, plus disponible et surtout plus communicatif.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes plus libre que d'habitude dans votre expression et votre façon d'être. Profitez-en pour faire le point avec votre entourage ! Les spectacles vous permettront de vous retrouver pleinement dans la détente dont vous avez besoin.

Vous rencontrez des difficultés avec vos proches car les émotions sont exacerbées. Un peu de bienveillance, de tolérance, de diplomatie et vous passerez une journée tout en douceur de vivre. Un mot de travers et c'est la scène assurée..

Poisson (19 février - 21 mars)

Des opportunités sont à saisir tout de suite. Ayez confiance, elles peuvent vous apporter les plus grandes joies. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer. Le calme vous fait le plus grand bien !

Aujourd'hui, le sourire est au rendez-vous. Vous mettrez tout en œuvre pour égayer votre journée et celle des autres. Vous avez suffisamment de ressources et de bonnes idées pour organiser un joyeux programme. Alors, laissez libre cours à votre imagination !



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATIONS GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

















Pour tout **renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...**

n'hésitez pas, contactez-nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | amplkile@gmail.com | www.malikile.com